



ARRETE N° 2019-13

PRESCRIVANT LA PROCEDURE DE MODIFICATION DU PLU DE LA COMMUNE D'ETREZ

Le Maire,

VU le code de l'Urbanisme et notamment les articles L.153-37 et L.153-41,

VU la délibération du 05 juin 2012 qui a approuvé le PLU de la commune,

VU la délibération du 04 mars 2014 approuvant la modification (A) du PLU,

VU la délibération du 19 mars 2015 approuvant la modification simplifiée (B) du PLU,

VU le dossier de PLU,

Vu l'arrêté du 17 décembre 2018 annulant l'arrêté 2018-10 en date du 18 octobre 2018 et prescrivant la procédure de modification du PLU (C) de la commune de ETREZ,

Considérant qu'il convient de compléter l'arrêté en date du 17 décembre 2018 prescrivant la procédure de modification du PLU (C) de la commune de ETREZ

Considérant que le plan local d'urbanisme nécessite d'être modifié afin d'une part d'apporter de la souplesse dans l'écriture de certaines règles, en particulier sur l'implantation ou l'aspect extérieur des constructions, et d'autre part d'accompagner des projets émergents et prendre en compte les nouvelles réalités et dynamiques du territoire,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : En application des dispositions des articles L153-37 et L.153-41 du code de l'urbanisme, une procédure de modification du Plan Local d'Urbanisme a été engagée par arrêté en date du 17 décembre 2018. Le présent arrêté vient compléter l'arrêté en date du 17 décembre 2018.

ARTICLE 2 : Le projet de modification du Plan Local d'Urbanisme connaît les évolutions suivantes :

- Evolutions à apporter au Cahier des emplacements réservés (ER)
 - supprimer les emplacements réservés obsolètes n°7, 8 et 12 voués à la réalisation d'un espace de loisirs face à la salle des fêtes, d'un bassin de rétention des eaux pluviales et d'un espace public face à la salle communale.
 - Créer un emplacement réservé n°20 voué à la réalisation d'un cheminement piéton entre « Les Combes » et la « La Spire »

ARTICLE 3 : Ont été abandonné les évolutions suivantes :

- Evolutions à apporter au zonage
 - protéger un secteur agricole proche de la station d'épuration, via un reclassement en zone agricole « stricte » As, afin d'éviter des gênes et nuisances réciproques entre la station d'épuration et un éventuel futur bâtiment nécessaire à l'exploitation agricole,

ARTICLE 4 : Comme indiqué dans l'arrêté en date du 17 décembre 2018 prescrivant la modification du PLU (C), le dossier sera transmis pour avis à Monsieur le Préfet ainsi qu'aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L132-7 et L132-9 du code de l'urbanisme, en application de l'article L.153-40 du code de l'urbanisme.

ARTICLE 5 : Comme indiqué dans l'arrêté en date du 17 décembre 2018 prescrivant la modification du PLU (C), le dossier sera transmis à la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale pour une demande d'avis au cas par cas en matière d'évaluation environnementale et dont l'avis doit être préalable à la décision de mise à disposition du dossier au public.

ARTICLE 5 : Une copie du présent arrêté complétant l'arrêté en date du 17 décembre 2018 sera adressée à Monsieur le Préfet. Le présent arrêté fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois.

Fait à Etrez, Bresse Vallons, le 24/07/2019

La Maire,
Virginie GRIGNOLA-BERNARD

